

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1976)
Heft: 377

Artikel: Le chômage existe
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1023885>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le chômage existe

Après le vote par le peuple, en juin dernier, d'un nouvel article constitutionnel sur l'assurance-chômage, il semble donc aujourd'hui que, du côté des Chambres, les obstacles principaux à une solution du problème aient été levés : le « régime transitoire » pourra entrer en vigueur dès le 1er avril de l'année prochaine (affiliation obligatoire de tous les salariés et cotisations — acquittées par moitié par les employeurs et les travailleurs — perçues par les caisses de compensation AVS). Dans une seconde phase, quand bien même la machine législative continuerait à fonctionner sans trop de ratés, les cinq ans de vie (au maximum) accordés à ces dispositions provisoires ne seront, semble-t-il, pas de trop pour mettre au point une législation définitive.

S'il règne un « consensus » actuellement dans notre pays sur l'urgence des mesures à prendre pour assurer convenablement les travailleurs contre le chômage, il ne doit pas pour autant faire oublier le fait principal : le chômage existe ! Et malgré les renvois massifs de travailleurs étrangers, le nombre de chômeurs pose des problèmes économiques et sociaux sérieux, que ne peut faire oublier le sourire de certains patrons, ravis de jouer d'une certaine tension sur le marché de l'emploi pour durcir les négociations entre « partenaires sociaux » ou revoir les échelles de salaires.

Pas de contre-offensive

En réalité, il faut admettre que sur le front du chômage, rien de bien nouveau n'est apparu, depuis des mois, tant dans les milieux patronaux que du côté des pouvoirs publics, qui puisse passer pour l'ébauche d'une contre-offensive durable. Est-ce que l'on se résigne à l'institutionnalisation de cette « armée industrielle de réserve constituée par les chômeurs » ? Est-ce que l'on attend simplement que l'orage passe ? Dans les deux cas, le diagnostic paraît léger. Peut-on légi-

timelement plaider à longueur de journée pour une certaine stabilité sociale et abandonner parallèlement des centaines, voire des milliers de travailleurs à leur chômage, fussent-ils convenablement assurés ? Peut-on tabler raisonnablement sur une disparition prochaine du chômage alors que tout indique que, au-delà de la récession, les problèmes d'emploi de demain trouvent leur origine dans des changements démographiques et sociaux qui se sont accentués depuis une génération (voir les difficultés d'intégration des jeunes dans la population active, voir les difficultés insurmontables des moins jeunes à retrouver un emploi après leur licenciements) ?

Le coup par coup

Au total, c'est à peine si l'on a vu, dans le secteur de l'horlogerie (parce que le climat était probablement plus explosif là qu'ailleurs) poindre un plan d'ensemble, gage d'un certain dynamisme pour les années à venir, et imaginé de concert par tous les milieux intéressés. Pour le reste, c'est le règne du coup par coup, malheureusement inefficace pour fonder une réponse constructive à cette interrogation capitale, à moyen et long terme.

Il ne s'agit pas ici de détailler une solution miracle à ce problème. Il est intéressant tout de même de faire le tour des principaux « modèles » à l'honneur en la matière chez nos voisins européens¹.

La tactique la plus usitée est bien sûr celle qui consiste à subventionner momentanément l'industrie pour qu'elle ne procède pas à des licenciements, au moins pas à des licenciements massifs. En Grande-Bretagne, le gouvernement s'est engagé ainsi aux côtés de sociétés en difficultés comme Chrysler, et s'est lancé dans des programmes d'emploi dans les services publics (subventions à des municipalités pour des projets d'intérêt local, subventions temporaires à des employeurs en passe de licencier, subventions,

encore, de recrutement pour des entreprises qui embauchent des jeunes, subventions, enfin, pour la constitution de « stocks anti-crise »).

Subsides diverses

En France, l'attitude gouvernementale est encore plus caractéristique : des entreprises sont forcées de garder une main-d'œuvre en surnombre, mais des sociétés reçoivent aussi des subsides pour la reconversion professionnelle de leurs ouvriers ou des aides pour favoriser leur installation dans des régions touchées par la récession. Même politique « grosso modo » en Italie, où des entreprises réduisent la durée de la semaine de travail mais perçoivent des subventions gouvernementales pour compenser le « manque à gagner » qui en résulte.

Réaction plus lente en Allemagne (moins de tensions sociales : les ouvriers allemands sont au bénéfice d'allocations de chômage qui leur permettent de recevoir un plein salaire pendant une année après leur licenciement) où a été mis pourtant au point un plan dont l'objectif est le plein emploi pour le début des années huitante : les salariés allemands sont appelés à modérer leurs revendications salariales et les entreprises sont engagées dès lors à pousser leur auto-financement, gage d'un surplus d'emplois.

Planification à la suédoise

C'est en définitive en Suède que l'on trouvait jusqu'ici la tentative la plus cohérente de lutte contre le chômage (Olaf Palme : « Il faut s'occuper du chômage avant que le chômage apparaisse : c'est une affaire de priorités ; vous devez décider si vous entendez dépenser de l'argent pour quelques gadgets de plus, ou bien améliorer la qualité de la vie ») à travers des « programmes intégrés » devenus monnaie courante depuis des années, et qui permettent par exemple, grâce à tout un arsenal de mesures de réadaptation et de réinsertion professionnelles, de « laisser tomber en faillite » les sociétés en difficultés et pour qui une aide financière ne serait qu'un palliatif mo-

¹ Voir aussi « Business Werk », 21.3.76.

mentané avant de nouvelles rechutes. Il faut noter, parmi les remèdes à la disposition de l'organisme central de planification économique, des subventions à l'emploi et à l'investissement pour les entreprises, des subventions à la formation professionnelle et au placement, « une assistance au développement régional ainsi que des débouchés pour des emplois dans les travaux publics et les services publics ». Le tout sous le signe prioritaire de la lutte pour le plein emploi qui passe avant même les efforts menés constamment pour juguler l'inflation.

L'expérience typiquement helvétique de la « concertation sociale » permettra-t-elle d'engager enfin le débat national qui permettrait, au minimum, de tirer parti des choix des pays européens, tous plus ou moins aux prises avec les problèmes inhérents à un chômage redevenu virulent avec la récession ?

Partir

« Les Suisses vont à la gare mais ils ne prennent jamais le train ». Cette boutade correspondait à une certaine réalité dans les années d'après-guerre. Aujourd'hui, les Suisses paraissent être saisis de la fringale des voyages. Jeunes et vieux, habitants des villes et des villages, de toutes classes sociales, ils prennent la route, la mer, le train, l'avion à la rencontre du monde entier. Quelques illustrations sur le vif.

Fabienne : 20 ans, père employé postal, après avoir obtenu la « matu », elle est partie pour New York avec un copain ; a voyagé durant plus de huit mois aux Etats-Unis et au Mexique. Jean-Pierre : 18 ans, milieu ouvrier, pas de diplôme, a vécu une année au Moyen-Orient et en Inde. Jacques : 20 ans, milieu employé, cuisinier, part pour la Thaïlande. Patrick et Jean-Louis, 22 ans, milieux employés, apprentissages de serrurier et de mécanicien, partent en voiture pour le Cachemire. Pierre, 24 ans, licencié en lettres, est en

Amérique latine pour une année ou deux. Nicole en Inde. Sophie et Marianne reviennent d'Israël, Stéphane et Laurent d'Afghanistan...

Le troisième âge aussi

D'autres classes d'âge ? Mademoiselle P., secrétaire, 42 ans, rentre d'un voyage organisé aux Célèbes. Monsieur G., employé, 46 ans, revient d'un safari au Kenya. Madame R., 68 ans, et Madame S., 70 ans, ont « fait » les Etats-Unis ; les contemporains de C., Bangkok. Et nous recevons des cartes postales du Yémen, des Maldives, de Surabaya...

Partir... Nous sommes de cette génération qui a rêvé sur les cartes de géographie, les voyages de l'apôtre Paul et de Marco Polo, les aventures de Monfried et de Kessel, les taches blanches des continents. En auto-stop, nous avons découvert l'Europe dans les années cinquante, en charter les autres civilisations dans les années soixante. Mais à 20 ans, le Suisse moyen connaissait à peine son canton.

Depuis quelques années, la révolution des transports a supprimé les distances, télescopé les cultures. Dorénavant les voyages sont à portée de toutes les bourses, de tous les âges ; ceci dit sans faux snobisme de privilégiés. Nous sommes à l'aube d'une extraordinaire mobilité géographique, privilège pour l'instant des pays riches. Et les Suisses sont devenus, grâce au franc lourd, les Américains des années cinquante !

Bureaux de voyages, institutions diverses, agences et journaux rivalisent d'imagination : Nouvelle-Guinée et visite des tribus de Papous ; Guyane, Amazonie et derniers Indiens ; Yémen ; Sahara, l'été en hiver. On fait une croisière ou le tour du monde, un circuit ou un safari, à la carte aventure ou tout compris organisé. Hors saison à des conditions exceptionnelles pour les pensionnés AVS. Et ils sont nombreux ceux qui, au soir d'une vie laborieuse, n'ayant jamais quitté leur région, peuvent découvrir d'autres pays, d'autres horizons. Madame veuve P., habitant un village du Valais, a d'abord fait un tour en auto-

car en Espagne ; c'était la première fois qu'elle quittait la Suisse... avec une amie de son canton, veuve elle aussi, elle est partie pour l'Amérique ; elles projettent, avec d'autres amies, de « faire » l'Orient.

Les jeunes n'attendent plus d'avoir un emploi stable ou la retraite pour découvrir le monde. Dès le début de l'été, étudiants et apprentis s'égaillent aux quatre coins de la planète ; bouclent leur sac, prennent la route ou l'air pour l'Asie, l'Amérique. Certains interrompent leurs études et leur apprentissage, d'autres s'accordent un répit pour chercher autre chose, d'autres encore partent, reviennent, travaillent le temps d'amasser un pécule, et repartent. Au grand désespoir des parents qui voudraient les voir s'intégrer à la société.

A moindres frais

Tous les chemins ne mènent pas à Kathmandou. Partir, c'est aller à la découverte des autres cultures, des hommes. Pour les jeunes toutes les aventures sont maintenant ouvertes. Point n'est besoin d'avoir une fortune personnelle comme l'imaginent les pantouflards. Bruxelles - Lima et retour, ou Paris - Mexico et retour pour moins de 1000 francs suisses ; New York 800 fr.s. ; Bombay 1000 fr.s. ; Djakarta 2000 fr.s. en charter. Les débrouillards trouvent même des conditions plus avantageuses. En outre, diverses publications donnent des tuyaux sur les transports et le milieu qui permettent le mini-budget : 6 fr.s. par jour en Inde ; 10 fr.s. aux Etats-Unis. Avec ce qu'on dépense en un mois en Occident, on vit un an dans un pays sous-développé d'Asie.

De retour à Genève, Fabienne, qui a subi le choc de New York, marche dans les rues basses : « Comme ils sont riches, comme ils sont bien habillés ». Sophie : « Quelle société bien organisée ». Jean-Pierre : « J'ai envie de repartir tout de suite ». Laurent : « Qu'est-ce qu'on peut faire ? ». Madame P. : « Qu'on est bien chez nous ».

R. D.